



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## montant des pensions

Question écrite n° 12403

### Texte de la question

Mme Jacqueline Fraysse attire l'attention de M. le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité sur les revalorisations des pensions de retraites. Le coût de la vie augmente fortement depuis plusieurs années (franchises médicales, hausses des cotisations des complémentaires santé, des dépenses d'énergie, des produits alimentaires, loyers...). Inévitablement, le pouvoir d'achat et les conditions de vie de tous les citoyens en sont affectés. Ce contexte tire les catégories dites « moyennes » vers le bas et conduit à des situations intenable pour les plus modestes. Cette hausse du coût de la vie touche particulièrement les 13 millions de personnes retraitées de notre pays. Il y a urgence à revaloriser les pensions de retraite de tous les secteurs, qui ne devraient pas être inférieures au SMIC qui, comme son nom l'indique, est un minimum. L'article 27-1 de la loi du 21 août 2003 attribue au ministre chargé de la sécurité sociale la possibilité, par un simple arrêté, de revaloriser les retraites. À défaut de l'utilisation par le ministre de son pouvoir réglementaire, et en vertu de l'alinéa 3 du même article, une conférence, « présidée par le ministre chargé de la sécurité sociale et réunissant les organisations syndicales et professionnelles représentatives au plan national » peut se tenir et proposer « une correction au taux de revalorisation » qui aujourd'hui, certes prend en compte le taux d'inflation, mais sous-estime fortement la hausse globale du coût de la vie. L'organisation de cette conférence serait un outil technique et démocratique pertinent pour déterminer la correction nécessaire au taux de revalorisation. Pour ces raisons, elle lui demande soit de faire usage de son pouvoir réglementaire comme le prévoit l'article 27-1 de la loi susmentionnée, afin de revaloriser les pensions de retraite au niveau du SMIC, soit de tout mettre en oeuvre pour organiser, dans les meilleurs délais, la conférence prévue à l'alinéa 3 de cet article.

### Texte de la réponse

L'attention de M. le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité a été appelée sur la garantie du niveau de vie des retraités, sujet qui constitue l'une des priorités du Gouvernement. La loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites permet de garantir le pouvoir d'achat des retraités en prévoyant une indexation des pensions de retraite sur les prix. Comme les années précédentes, cette règle a été appliquée pour l'année 2008 en fonction des prévisions d'inflation disponibles lors de l'élaboration du projet de loi de financement de la sécurité sociale. Cette loi prévoit également qu'une conférence présidée par le ministre chargé de la sécurité sociale et réunissant les organisations syndicales et professionnelles représentatives au plan national peut proposer au Parlement une correction au taux de revalorisation de l'année suivante s'il apparaît que le pouvoir d'achat des retraités n'a pas été maintenu. Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité a réuni cette conférence le 20 décembre 2007 afin de faire le point en toute transparence sur cette question avec l'ensemble des partenaires sociaux et de s'assurer que le pouvoir d'achat des retraités a bien été garanti depuis le vote de la loi du 21 août 2003. Au vu du bilan des revalorisations effectuées sur les exercices précédents et compte tenu des derniers chiffres publiés sur l'évolution des prix, il a été pris acte de l'écart positif de 0,2 % au-delà de l'inflation dont ont bénéficié les retraités sur la période 2004-2006 et du fait que, d'après l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), l'inflation constatée en 2007 pourrait être supérieure aux prévisions. Le ministre du travail, des relations sociales, de la

famille et de la solidarité a indiqué très clairement dès l'issue de cette conférence, que le Gouvernement n'avait pas l'intention d'attendre le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS 2009) pour procéder le cas échéant à une correction. Un point précis sera fait à l'occasion du rendez-vous sur les retraites de 2008 et les décisions seront prises dans ce cadre sur la base de l'inflation constatée pour 2007 et des prévisions corrigées pour 2008. La garantie du pouvoir d'achat de l'ensemble des retraites est pour le Gouvernement une obligation morale, sociale mais aussi légale. C'est pourquoi, compte tenu de l'écart constaté aujourd'hui entre l'inflation prévue et de la hausse réelle des prix, il n'est pas question de se limiter à une revalorisation de 1,1 au titre de l'année 2008. Ce point sera discuté avec les partenaires sociaux dans les semaines qui viennent à l'occasion du rendez-vous sur les retraites.

## Données clés

**Auteur :** [Mme Jacqueline Fraysse](#)

**Circonscription :** Hauts-de-Seine (4<sup>e</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 12403

**Rubrique :** Retraites : généralités

**Ministère interrogé :** Travail, relations sociales et solidarité

**Ministère attributaire :** Travail, relations sociales, famille et solidarité

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 4 décembre 2007, page 7641

**Réponse publiée le :** 22 avril 2008, page 3538